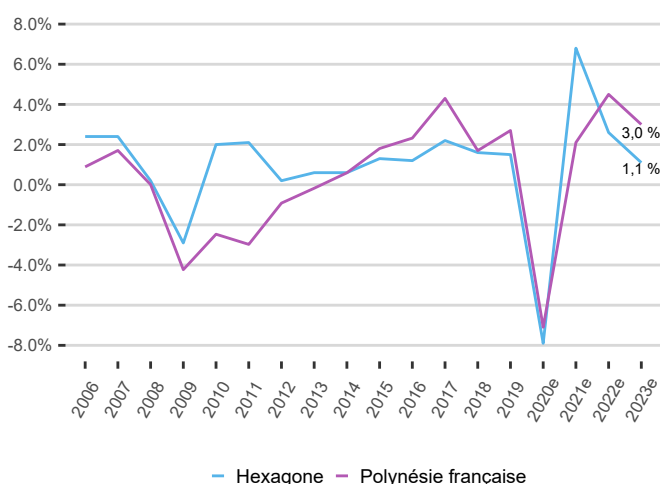


## La dynamique intérieure, conjuguée aux records à l'export, porte la croissance économique de 2023 en Polynésie française

**La croissance se poursuit en Polynésie française : le produit intérieur brut (PIB) progresse de 3,0 % en volume en 2023, après une hausse de 4,5 % en 2022 et de 2,1 % en 2021. La dynamique de la demande intérieure porte cette croissance pour les deux tiers et les exports, notamment les recettes touristiques, pour un tiers. La consommation des ménages profite de la bonne tenue du marché du travail et du fort ralentissement de l'inflation importée comme intérieure. Si les investissements des entreprises progressent en 2023 et contribuent à la croissance, ceux des ménages se contractent en volume avec la hausse du coût de l'investissement immobilier et de celle des taux d'intérêt. Les investissements publics, quant à eux, sont relativement stables en valeur, mais reculent en volume.**

En 2023, le PIB nominal (à prix courants) de la Polynésie française est estimé à 706 milliards de F.CFP. Il progresse de 3,0 % en volume permettant à l'économie polynésienne d'atteindre un niveau de PIB record qui dépasse d'environ 10 % celui d'avant la crise sanitaire. Cette croissance s'accompagne d'un fort ralentissement de l'inflation qui, bien que toujours élevée en 2023 en moyenne annuelle, est près de deux fois plus faible qu'en 2022. Ainsi, en 2023, le PIB s'accroît de 7 % en valeur, s'expliquant par 3 points de hausse en volume et près de 4 points de hausse de prix.

**FIG. 1. Comparaison des taux de croissance réels entre l'Hexagone et la Polynésie française**



Source : Comptes économiques rapides - ISPF, INSEE

Le PIB par habitant progresse de 2,8 % en volume en 2023. Il s'établit ainsi à 2,5 millions de F.CFP par habitant à francs courants. Dans l'Hexagone, l'activité a progressé de 1,1 % en 2023 portant le PIB par habitant à près de 5 millions de F.CFP en francs courants.

### La demande intérieure porte les deux tiers de la croissance

La demande intérieure contribue pour les deux tiers à la croissance (2,1 points) et la demande extérieure nette pour près d'un tiers (0,9 point), avec des exportations en volume de biens et de services en hausse. Au sein de la demande intérieure (y compris les stocks), la croissance de la consommation des ménages (+ 2,2 % en volume) et celle de l'investissement privé (+ 6,6 % en volume) expliquent ce résultat. Le secteur public, quant à lui, continue de soutenir la demande par le biais de ses dépenses de fonctionnement (+ 0,9 % en volume). En revanche, les dépenses d'investissement public reculent en volume (- 4,3 %) et retrouvent un niveau comparable à celui de 2019.

**TABLE 1. Les principaux agrégats et leur évolution**

Unité : milliards de F.CFP	2022e	2023e au prix de 2022	Valeur	Prix	Volume
<b>PIB</b>	<b>659,8</b>	<b>679,9</b>	<b>7,0%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,0%</b>
Consommation des ménages	471,6	482	5,5%	3,3%	2,2%
Consommation publique	209,1	211	2,9%	2,0%	0,9%
Investissement public	35,1	33,6	-1,0%	3,3%	-4,3%
Investissement privé et variation des stocks	108,7	115,9	9,4%	2,8%	6,6%
Importation de biens et de services	304,3	311,9	5,9%	3,4%	2,5%
Exportation de biens et de services	139,1	152,3	17,1%	7,6%	9,5%

(e) : estimation

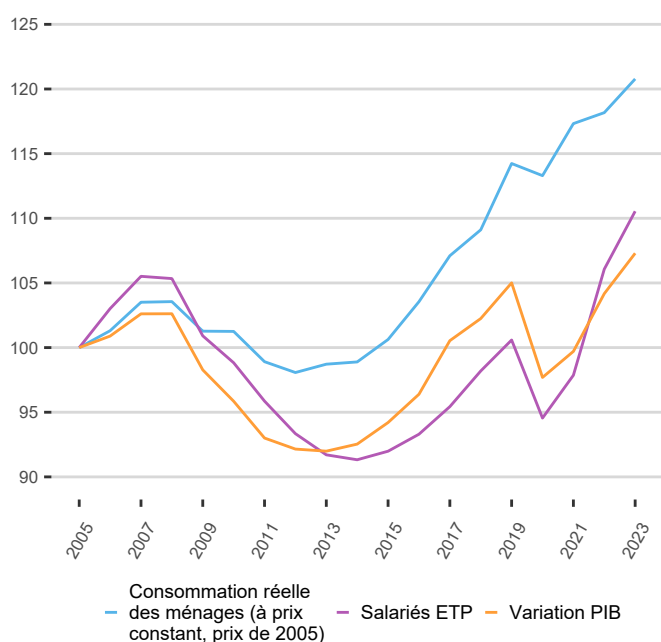
Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Si les exportations de biens et de services contribuent pour 2 points à la hausse du PIB en volume, la forte hausse des importations de services (+ 19 % en volume) annule une partie de l'effet. Au total, la hausse des importations (+ 2,5 % en volume) contribue pour - 1,1 point à la croissance du PIB en volume.

### La consommation des ménages progresse de concert avec les revenus

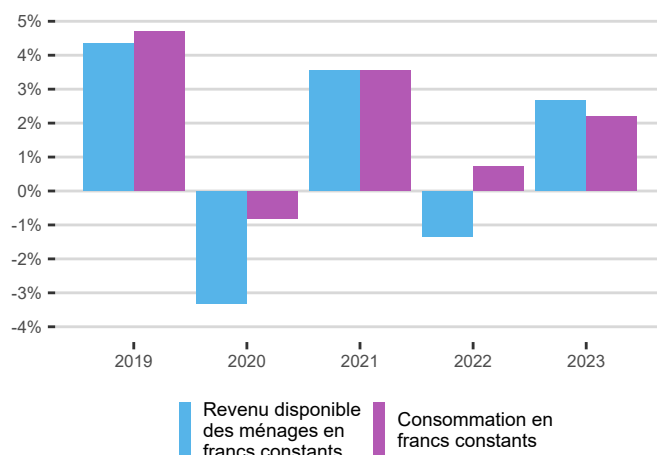
Élément majeur de la demande en Polynésie française, la consommation des ménages (482 milliards de F.CFP en valeur) progresse de 2,2 % en volume et contribue pour 1,6 point à la croissance. Dépendant de l'évolution de ses principaux déterminants (démographie, revenu disponible, niveau d'inflation et de ses anticipations, taux de chômage, taux d'intérêt réel, etc.), la progression de la consommation des ménages s'est accélérée en 2023. Cette dernière a bénéficié d'un environnement inflationniste moins intense (+ 3,3 % en 2023 en moyenne annuelle, contre + 6,4 % en 2022) et de la hausse importante du **revenu disponible des ménages** (+ 6 % en valeur), portée par un marché du travail très dynamique, la hausse de la masse salariale et celle des **revenus mixtes**. (Cf. Définitions)

FIG. 2. Évolution comparée de la consommation des ménages, du nombre de salariés en équivalent temps plein (ETP) et du PIB



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

FIG. 3. Évolution du revenu disponible moyen des ménages et de la consommation



Source : Comptes économiques rapides - ISPF

Ces gains de revenus pour l'économie polynésienne, générés par la croissance de l'activité, se retrouvent dans la masse salariale (+ 7 %), dopée par la hausse du salaire horaire moyen (+ 3,9 %) et par le rebond du marché du travail en volume (+ 4,2 % de salariés en ETP), ainsi que dans le revenu mixte des entrepreneurs individuels.

TABLE 2. Les comptes des ménages

Unité : milliards de F.CFP	2019	2020	2021	2022	2023	Variation 2023/2022
Revenus mixtes	104	98	109	107	120	12,0%
Salaires	282	271	280	300	318	6,1%
Autres revenus	75	71	72	77	77	-0,1%
Prestations sociales	67	68	68	73	76	3,5%
Impôts	25	24	24	26	27	7,0%
<b>Revenu disponible</b>	<b>503</b>	<b>485</b>	<b>505</b>	<b>531</b>	<b>562</b>	<b>6,0%</b>

Source : Comptes économiques rapides - ISPF

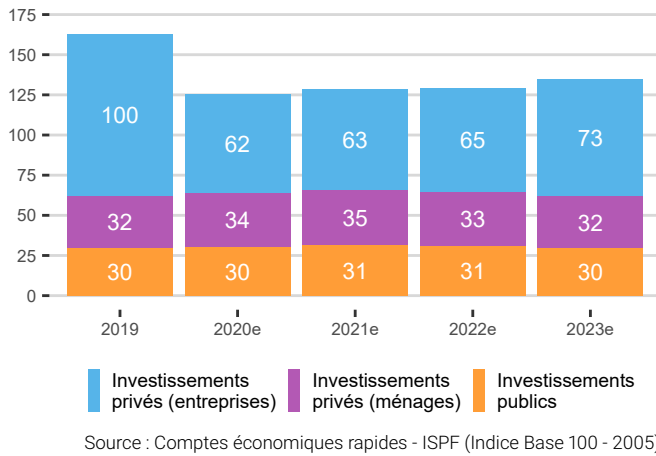
### Les investissements des entreprises progressent fortement

En 2023, l'investissement total croît de 6,9 % en valeur et de 3,9 % en volume pour contribuer à hauteur de 0,9 point à la croissance totale. L'investissement dans la construction se contracte en volume. Ainsi, le chiffre d'affaires du secteur reste stable par rapport à 2022, alors que la hausse des prix (+ 5,6 % en moyenne annuelle pour l'index BTP) reste importante. C'est la contraction de l'investissement des ménages en volume (- 5 %) qui contraint la croissance, conjuguée à la baisse en volume des investissements du secteur public. La poursuite de la hausse du coût de l'investissement immobilier, résultant notamment de celle des prix dans le secteur de la construction (+ 5,7 % en moyenne annuelle pour l'index BTP après les 11,8 % de 2022), conjuguée à l'augmentation des taux d'intérêt des crédits immobiliers, explique ce recul en volume. Les investissements des entreprises, essentiellement orientés vers les biens d'équipement, sont restés soutenus, comme en

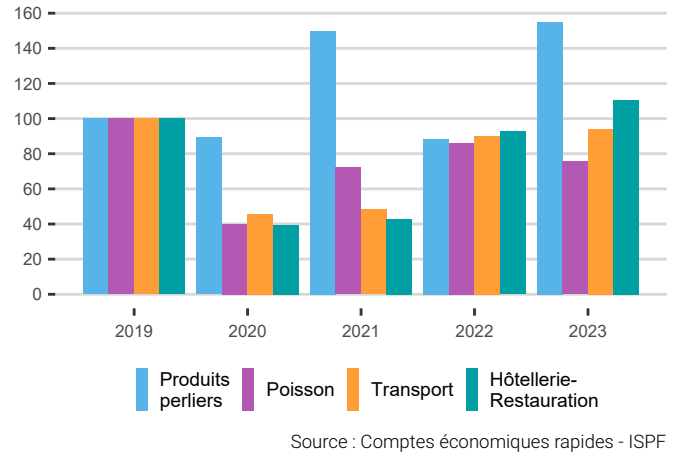
témoignent les importations en biens d'équipement en hausse de 27 % en valeur et de 21 % en volume.

outre, les exportations de produits de la perliculture ont plus que doublé tant en valeur qu'en volume.

**Fig. 4. Évolution de l'investissement par secteur et à prix constant (en milliards de F.CFP au prix de 2019)**



**Fig. 6. Évolution par produit des exportations de biens et de services à prix constant**



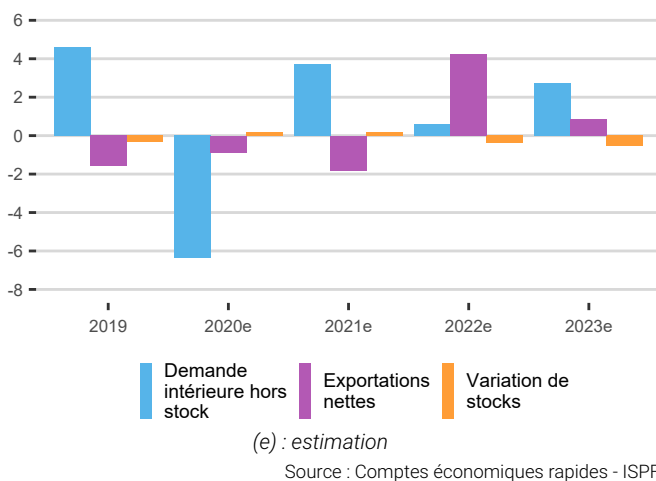
### Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance pour la deuxième année consécutive

Comme en 2022, la croissance des exportations (+ 13 milliards de F.CFP à prix constant) a été plus importante que la hausse des importations (+ 7,6 milliards de F.CFP à prix constant), ce qui permet à la demande extérieure nette de contribuer positivement (+ 0,9 point) à la croissance.

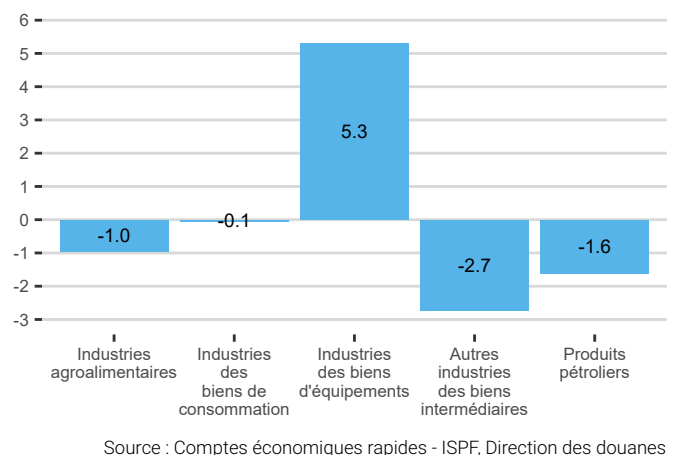
### La progression des importations annule une partie de l'effet positif des exportations

Les importations de biens et de services augmentent de 2,5 %, en volume en 2023, et pèsent négativement sur la croissance. Elles sont stimulées par les dépenses en services plus importantes de la part des résidents à l'étranger dont le nombre augmente de 35 % et la hausse des arrivées touristiques sur des compagnies aériennes extérieures qui ont transporté 163 000 touristes en 2023, contre 133 000 en 2022. À cette progression des importations de services, s'ajoute celle des biens d'équipement, des biens de l'industrie automobile et des biens de consommation.

**Fig. 5. Les contributeurs à la croissance en volume (en points)**



**Fig. 7. Contribution des importations par produit à l'évolution des importations en valeur de biens (en points)**



Forte contributrice à la croissance économique (+ 2 points), la hausse des exportations des biens et des services (+ 17 % en valeur et + 9,4 % en volume), s'explique essentiellement par la poursuite de la croissance touristique et les exportations de produits de la perliculture. En effet, la fréquentation touristique a atteint un record historique avec 262 000 touristes accueillis en 2023 pour une recette estimée à près de 100 milliards de F.CFP, venant dynamiser les branches relatives au transport et à l'hôtellerie-restauration. En

## Une croissance économique qui soutient l'emploi

En 2023, l'emploi salarié augmente : les effectifs salariés en ETP progressent de 4,2 % avec 2 500 emplois salariés en ETP supplémentaires. Cette hausse de l'emploi salarié est supérieure au solde des nouveaux actifs entrant sur le marché du travail (qui correspond en moyenne à 930 actifs sur la période 2017-2022), offrant ainsi des opportunités d'emploi pour les chômeurs et inactifs en Polynésie française.

Les embauches sont essentiellement issues des secteurs marchands. Dans le commerce, la construction, l'hébergement-restauration et les activités de soutien aux entreprises sont les secteurs qui contribuent le plus à cette progression. Ainsi, en 2023, le taux d'emploi (part des individus en emploi dans la population en âge de travailler) progresse de 1,2 point et atteint 55,8 % de la population en âge de travailler. La part des emplois considérés comme « fragiles » (contrats courts, stagiaires, non salariés contraints), se contracte de 1,5 point pour se situer à 13,5 %. Cette part, la plus basse depuis cinq ans, s'illustre par la baisse du nombre de stagiaires et contrats précaires (- 13,0 %) et de contrats de moins de trois mois (- 7,0 %).

## Définitions

**Revenu disponible brut des ménages** : comme le revenu disponible après les opérations de redistribution, le revenu disponible brut des ménages prend en compte le revenu initial, augmenté des prestations sociales reçues et diminué des impôts versés. Il s'agit du revenu dont les ménages disposent afin de consommer ou d'investir.

**Revenu mixte** : en comptabilité nationale, le revenu mixte est une composante du revenu des ménages. Il s'agit du solde du résultat d'exploitation pour les entreprises individuelles. C'est l'analogue des revenus salariaux que reçoivent les salariés des entreprises non-individuelles.

## Méthodologie

### Les premiers résultats issus des comptes rapides

Les comptes économiques rapides en Polynésie française sont produits depuis 2014 par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD et l'IEOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données sera collectée. L'évolution du PIB réel (en volume) s'obtient après avoir enlevé de la croissance du PIB nominal (en valeur) ce qui est dû à l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet, en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne pourrait pas déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

## Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolution de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le dernier TES (tableau des entrées-sorties) des comptes définitifs publiés de la comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

## Les publications du CEROM - Polynésie française

Pour en savoir plus : <https://www.cerom-outramer.fr/polynesie-francaise/publications/>

## Télécharger les données

 Toutes les données et données complémentaires

<b>Editeur</b>	Institut de la statistique de Polynésie française
<b>Collection</b>	Points Référence
<b>Numéro</b>	1433
<b>Auteur de la publication</b>	Julien VUCHER-VISIN
<b>Rédactrice en chef</b>	Nadine RESNAY
<b>Directrice de la publication</b>	Nadine JOURDAN
<b>Dépôt légal</b>	Juillet 2024
<b>Informations</b>	Immeuble Uupa - 1 <sup>er</sup> étage 15 rue Edouard Ahnne BP 395 - 98713 Papeete Tahiti Polynésie française
<b>Téléphone</b>	+689 40 47 34 34
<b>Courriel</b>	ispf@ispf.pf
<b>Copyright</b>	© ISPF, Papeete 2024 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
<b>ISSN</b>	1247-7370

